

Indeed - Marketing | FR - April 30, 2020 - Impact of the Covid-19 crisis on recruitment and labor market #2

Bonjour à tous !

On va attendre quelques secondes que tout le monde puisse se connecter.

Quelques instructions pendant ce webinaire économique animé par Alexandre.

Donc, l'objectif, c'est que vous puissiez poser vos questions tout au long du webinaire.

Donc, vous avez une petite case chat qui apparaît en bas de cet écran.

Stéphanie, qui est avec nous, va prendre, compiler toutes les questions et on y répondra à la fin de cette présentation.

Deux petites choses à retenir importantes.

La première, c'est que vous avez aussi un blog, le blog du Airinlabs sur lequel vous pouvez retrouver toutes les publications d'Alexandre.

Et on a également créé un site dédié aux entreprises.

Stéphanie va vous envoyer le lien dans le Chat.

Elle vous enverra aussi avec le replay du webinaire le lien vers ce site.

Et donc, n'hésitez pas à poser toutes vos questions au fil de l'eau, même si on n'y répond pas tout de suite, on y répondra, promis, juste après.

Et une dernière chose à l'issue de cette présentation, donc, vous aurez un petit questionnaire.

Je vous demande d'y consacrer quelques petites secondes, ce qui nous permet de savoir si la présentation est utile pour vous, si elle est efficace.

Et puis, ça nous permet aussi de nous améliorer pour la fois qui suit.

(Pas de son) Qui est un contexte inédit, qui n'est pas simple.

(INAUDIBLE) on n'a pas de crise similaire, donc il est parfois difficile d'avoir des éléments de comparaison et difficile de se projeter également dans le futur.

Pour autant, on a quand même un certain nombre d'indicateurs qui nous permet d'être relativement positifs sur certains sujets, parce que c'est avant tout une crise sanitaire beaucoup plus qu'une crise sociale et économique Il y a des secteurs qui continuent à bien se porter, et donc, des secteurs qui sont plutôt en mode pause qu'en crise réelle.

Mais je ne vais pas trop en dire.

Je vais laisser la parole à Alexandre et on se retrouve après pour un échange questions/réponses.

À toi Alexandre.

Merci Éric.

Bonjour.

Je suis ravi de vous retrouver pour ce deuxième webinar.

Pour cette deuxième édition, je vous propose une présentation plus courte que la dernière fois.

Alors, essayons de partager mon écran, comme ça, vous pourrez tout voir.

Alors, il y aura moins de chiffre que la dernière fois.

Normalement, c'est un point positif et j'aimerais surtout aussi insister sur le déconfinement, sur comment on va pouvoir relancer l'économie.

Et il y aura évidemment le passage obligé par les données Indeed après un cadrage macroéconomique qui lui, sera peut-être la partie la plus pessimiste de la présentation, parce que les chiffres qui commencent à tomber en ce moment sur le premier trimestre de l'année ne sont, comme vous l'imaginez, pas très bons.

Alors, cadrage macroéconomique.

Alors, tout d'abord, l'impact de cette crise sur le PIB, la production et la consommation, donc le cœur, on va dire, de l'économie.

Le chiffre est tombé ce matin pour le premier trimestre 2020, on est à moins 5,8 % de croissance, donc moins 5,8 % de croissance.

Pour vous donner une idée sur un trimestre, c'est énorme.

C'est deux fois plus que le chiffre de récession pour toute l'année 2009, c'est-à-dire en plein cœur de la dernière crise économique.

À l'heure actuelle, à peu près 40 % des activités économiques sont à l'arrêt.

Le chiffre est plus important dans un certain nombre de branches industrielles, comme l'automobile, par exemple, ou la logistique.

Il l'est un peu moins sur toutes les autres branches industrielles et il est entre les deux sur tous les secteurs de services, des services qui sont à peu près à la moyenne 40 % d'arrêt.

Sur l'industrie, on est plus sur du 30 %.

Côté consommation des ménages, il y a un indicateur aussi extrêmement important puisque c'est la consommation des ménages qui va, in fine, permettre de faire en sorte qu'on ne descende pas trop bas et de maintenir la plupart de l'activité.

On est sur une baisse de 18 %, ce qui n'est pas étonnant parce que quand vous fermez les restaurants et que les concessionnaires automobiles sont fermés, les gens, évidemment, ne consomment plus.

Donc, ça se voit directement sur les chiffres de la consommation.

Alors, l'enjeu de l'ensemble des politiques économiques qui ont été mises en œuvre sont justement d'essayer de limiter ces effets négatifs du confinement sur l'activité et en particulier, d'éviter que se mette en place, ce qu'on appelle une « spirale déflationniste » en économie, c'est-à-dire une situation où on a à la fois des prix qui tombent, des ménages qui ne consomment plus et des entreprises qui ne produisent plus.

Donc, on va venir soutenir à la fois l'offre du côté des entreprises pour les aider à maintenir leur production et la consommation du côté des ménages pour les aider à maintenir leur consommation.

Alors tout ça a bien évidemment un impact sur l'emploi et sur le marché du travail.

En France, on a le dispositif d'activité partielle qu'on avait déjà un peu utilisé lors de la dernière crise en 2008 et qui, en 2008, avait concerné à peu près 270 000 personnes.

Là, on est sur 10 millions.

Donc, vous voyez que le phénomène, là encore, est beaucoup plus massif.

On est sur 246 000 chômeurs de catégorie A en plus, d'après les chiffres de Pôle emploi qui sont tombés la semaine dernière.

246 000 encore une fois, pour vous donner un ordre de grandeur, c'est l'ensemble des emplois qui ont été créés en 2019, l'ensemble des emplois qui ont été créés l'année dernière.

Donc là, déjà, en un mois, on a perdu l'ensemble des emplois qu'on avait mis un an à générer.

Les secteurs les plus affectés dans les deux cas, et la précision est importante parce que ça tiendrait à prouver que, en réalité, l'activité partielle ne protège pas forcément du chômage.

Et donc, quand les dispositifs d'activité partielle seront progressivement retirés, il y aura sans doute des conversions en termes de nombre de chômeurs.

Et donc, les secteurs d'activité les plus affectés, je disais, sont, là encore : le commerce, la construction, les services à la personne, l'hôtellerie, le tourisme, le transport et la logistique.

Des secteurs qui tous, sont concernés au premier chef par le confinement.

Je vous ai reproduit un slide, qui fait un peu la synthèse de ces deux points, c'est-à-dire des remarques que j'ai faites sur l'activité d'une part et sur le marché du travail d'autre part, ce que vous voyez sur ce graphe, c'est qu'en bleu, vous avez donc, les barres bleues sont, grosso modo ici, les indicateurs de marché du travail, donc les barres bleues et jaune.

Donc en bleu, ça veut dire que les gens travaillent toujours.

Quand c'est bleu foncé, ceux qui travaillent en physique.

Quand c'est bleu clair, ceux qui travaillent en télétravail.

Et tout ce qui est en jaune, ça va être des gens qui sont soit au chômage partiel, soit au chômage tout court, qui ont exercé leur droit de retrait.

Donc, sans surprise, vous voyez que plus le nombre de personnes au sein d'un secteur donné, le nombre de personnes au travail va être important, plus l'activité économique qui est représentée par les points jaunes va avoir tendance à augmenter.

Donc, par exemple, là, au niveau du secteur financier, on voit qu'il y a énormément de personnes, évidemment, qui sont en télétravail, puisque ce sont des activités qui nécessitent finalement peu de présence physique, ou en tout cas, qu'on peut substituer par du télétravail.

Et on va avoir un impact sur l'activité économique qui se lit donc sur l'échelle de droite, quasiment nul.

Donc, on est quasiment à 100 % sur le secteur financier, qui est ici le secteur le moins affecté par le confinement et par la crise sanitaire.

A l'opposé, si on regarde évidemment l'hébergement-restauration ou là, on a un nombre très, très faible de personnes qui à la fois, sont capables de télétravailler et qui restent en présentiel sur les lieux de travail, on va avoir évidemment un impact qui est massif, qui vient directement du confinement.

Alors il y a quelques exceptions, notamment la cokéfaction et le raffinage qui, pour pouvoir maintenir une activité minimale, a besoin d'énormément de personnel sur site.

Donc, c'est évidemment du personnel de sécurité pour faire tourner des installations.

On ne peut pas juste demander à 50 % des gens de télétravailler.

Donc ça, ce n'est pas possible.

Mais la règle générale qui consiste à dire qu'en gros, évidemment, les secteurs qui sont le plus concernés par le confinement sont aussi des secteurs qui sont le plus concernés par le chômage partiel et qui, demain, seront le plus concernés par le chômage.

Tend à se vérifier puisque là, au niveau de l'impact de l'activité, il est assez massif et on sait qu'un impact négatif sur l'activité, sur le cycle d'après traduit par malheureusement des emplois en moins.

Voilà pour le cadrage macroéconomique.

Je vous propose maintenant de passer aux données Indeed, à ce qu'on peut voir sur les annonces, avec un début de bonnes nouvelles, puisque si on regarde le nombre total d'offres sur le site, on voit qu'il s'est stabilisé à un niveau assez bas puisque par rapport à l'année dernière, on est sur moins 43 % en tendance.

Donc c'est l'écart entre la courbe jaune de 2020 et la courbe orange de 2019.

Donc, un écart de 43 %, donc, qui représente quand même près de la moitié du stock d'offres qui a disparu sur le site.

La bonne nouvelle, c'est que ça ne descend plus.

Ça s'est stabilisé et ça s'explique largement par ce graphique-là, c'est-à-dire un graphique de flux où là, vous voyez en jaune, en 2020, les nouvelles offres qui rentrent.

Et là, sur les tout derniers points du mois d'avril, sur la dernière semaine d'avril, en fait, on observe une légère remontée.

Donc, il faut bien évidemment attendre les semaines qui viennent pour voir si cette tendance positive se confirme.

Mais ce que l'on peut tout de suite remarquer, c'est que ça correspond aussi à une remontée sur la courbe de l'année dernière.

Sans doute qu'à partir du mois de mai, un certain nombre de secteurs, un certain nombre de recruteurs vont commencer à préparer la rentrée de septembre.

Et donc ça, ça se voit dans les chiffres.

Le point positif, c'est que malgré le climat actuel, ça se voit aussi dans les chiffres de cette année.

Évidemment, l'approche du mois de septembre, mais aussi celui du déconfinement, fait qu'il y a quand même un certain nombre de perspectives qui sont positives et qui contribuent à faire venir sur le site et sur le marché du travail de nouvelles offres d'emploi.

Donc, à terme, ce flux croissant devrait contribuer à faire en sorte que la dernière courbe, celle-ci, entame une lente remontée.

Concernant les secteurs, par rapport à ce que j'ai dit il y a deux semaines, il y aura très peu de changements.

Donc, on a toujours sur les secteurs du bas en particulier des baisses en tendance qui sont très, très importantes avec un certain nombre de métiers choisis, je vous ai sélectionnés ici, et de secteurs choisis, qui, sans surprise, comme le secteur aérien, la logistique des transports, la propreté et l'hygiène qui sont en très, très forte baisse.

Pourquoi propreté, hygiène, par exemple ?

Parce que c'est un secteur qui sert, on va dire, de sous-traitants à de nombreuses branches industrielles, à de nombreux secteurs même de services.

Il faut bien nettoyer les bureaux.

Et vu que les bureaux et les usines sont inoccupés pour la plupart en ce moment, forcément, ce sont les services de propreté et d'hygiène qui, derrière, vont encaisser la baisse de l'activité.

En revanche, ce qu'on peut noter aussi, c'est la très forte hausse maintenant, qui est très, très visible des soins infirmiers.

Je ne sais pas si vous vous souvenez, mais la dernière fois qu'on avait fait ce webinar, on était sur des soins infirmiers qui étaient en hausse, peut-être de 2 %.

Donc ça, c'est le chiffre du CS.

Donc, les chiffres du 10, on devait encore être dans le rouge sur les soins infirmiers.

Mais ce qu'on voit, c'est que les soins infirmiers sont en augmentation constante.

Et là, on atteint 22 % d'augmentation en tendance par rapport à l'année dernière, ce qui est très, très important.

Une remarque sur les soins infirmiers, ce n'est pas l'ensemble des soins infirmiers qui augmente.

Ce qu'on observe, nous, de l'autre côté aussi sur les statistiques publiques, c'est qu'on a un effet de translation de l'ensemble des besoins hospitaliers vers les besoins urgents labellisés coronavirus.

C'est-à-dire que le secteur hospitalier qui est évidemment à ça, a aussi sa contrainte budgétaire propre.

Ils sont obligés aussi de respecter leur budget et ils n'ont pas des moyens illimités.

Ils vont réduire les recrutements sur un certain nombre de besoins qui sont jugés moins urgents et ils vont les transférer sur les soins infirmiers.

Concernant l'impact géographique de cette crise, je passe rapidement sur ce slide.

Il y a deux choses intéressantes.

Première chose intéressante, c'est que l'Ile-de-France est peu touchée alors que de même que le Grand Est, c'est un foyer qui est quand même assez important.

Donc, là où le Grand Est paye un très, très lourd tribut, à la fois en termes humains et en termes de nombre d'annonces et a priori d'impacts sur le marché du travail, l'Ile-de-France s'en sort beaucoup mieux.

On en reparlera peut-être brièvement lors de la troisième partie, mais c'est sans doute dû au fait que, évidemment, vous avez une spécialisation sectorielle qui est très différente entre ces deux régions et en particulier la présence de beaucoup plus d'emplois à la fois de services, de cadres et aussi de numérique en Ile-de-France, et donc, beaucoup plus de personnes qui sont incapables de télétravailler.

Et donc, in fine, ça donne un marché du recrutement qui est peut-être moins impacté par la crise du coronavirus.

Et donc, c'est assez important puisqu'on est sur une différence de 7 points en tendance sur l'évolution des annonces par rapport à l'année dernière.

Et donc, le deuxième point, c'est sans surprise les autres régions, en particulier celles qui ont été très durement touchées par le coronavirus : Grand Est, Bourgogne, Franche-Comté qui sont plus touchées que, on va dire, la moyenne nationale.

Souvenez-vous qu'on était à 43 % de baisse en tendance sur l'ensemble de la France.

Là, on est sur des variations qui sont à plus 3,5 %.

Ce n'est pas non plus énorme, mais ça reste quand même assez appréciable, surtout si on compare, par exemple, à la meilleure performance de l'Ile-de-France qui, elle, arrive à faire 4 à 5 points de mieux que la moyenne nationale.

La Corse aussi, qui doit sans doute profiter de sa situation d'insularité pour être un peu plus isolée.

C'est le confinement dans le confinement, en quelque sorte.

Au niveau du reste du monde, si on se compare aux autres pays, alors on est vraiment dans une situation intermédiaire.

Ce n'est pas forcément un bon point parce que normalement, on a un marché du travail qui, normalement, est à la fois plus rigide.

Donc, on devrait plus protéger les salariés et à la fois des recruteurs qui sont peut-être moins réactifs que dans les autres pays, en particulier au Royaume-Uni, où ils peuvent agir beaucoup plus facilement pour recruter, à la fois pour licencier.

En général, en France, il y a beaucoup plus de contraintes.

Ça prend beaucoup plus de temps pour les recruteurs et les décideurs d'ajuster leurs décisions à la fois d'investissement et de recrutement.

Donc, encore une fois, moins 43 % tendance pour la France.

Si on regarde le Royaume-Uni, on est à 10 points de plus, moins 53 %.

Ce qui est important de noter aussi, c'est que les 4 pays qui font la pire performance sont des pays avec du Commonwealth, avec un marché du travail, avec des caractéristiques qui sont assez proches.

Donc, encore une fois, un marché du travail assez flexible, une protection des salariés qui est beaucoup moins développée qu'en France.

Et à l'opposé, des pays comme l'Allemagne et la Belgique et les Pays-Bas qui ont une meilleure performance, qui n'est pas forcément due à leur marché du travail, mais surtout à la façon dont ils ont pu gérer cette crise, à leur spécialisation productive et aussi, dans le cas de l'Allemagne, sans doute au caractère décentralisé de l'administration, qui a pu prendre beaucoup plus rapidement des décisions sanitaires qui s'imposaient puisqu'ils sont plus proches du terrain.

Et ils ont pu prendre des décisions à un niveau beaucoup plus fin, plus rapidement.

On le voit là, par exemple, sur la problématique du confinement.

L'ensemble des décideurs publics et privés, que ce soit des dirigeants, des DRH, des grandes entreprises ou des présidents de région dans le public, sont en attente des consignes du gouvernement pour savoir comment ils vont gérer le déconfinement.

Ça normalement, ça devrait être, on va dire, peut-être un peu plus décentralisé si on essaye de se comparer à l'Allemagne et essayer de donner un peu plus de marge de manœuvre à des maires, à des présidents de région, à des chefs d'entreprise qui connaissent bien leurs communes, leur région ou leur business pour pouvoir gérer au mieux le déconfinement.

Ce point est d'autant plus important que si on regarde à partir des annonces Indeed de début janvier, on n'était pas du tout, on va dire, dans un cycle pandémique.

Le virus était apparu en Chine.

Les Chinois ont fait la déclaration publique le 31 décembre.

Donc on savait sur la première partie du mois de janvier qu'il y avait un virus comparable aux SRAS de 2003 ou de mars 2011 qui circulait en Chine et qui, potentiellement, allait pouvoir se diffuser dans le monde.

Donc, si on regarde l'ensemble des annonces qui, dès janvier, faisaient déjà mention du coronavirus dans un échantillon donné de pays, on se rend compte qu'il y avait déjà une différenciation entre les pays dès janvier.

C'est ça qui est vraiment, vraiment impressionnant.

Alors, les niveaux restent faibles, évidemment, puisqu'encore une fois, on est en janvier.

Et quand on se replace en janvier, la presse européenne ne parlait pas tant que ça du coronavirus, ce n'était pas identifié comme un risque majeur par l'État et par les entreprises.

On voit quand même que sur un million d'offres, il y en avait 7 000 en Allemagne qui mentionnaient déjà le mot Covid ou coronavirus.

C'est quand même assez appréciable.

7 000 sur un million, c'est à peu près 7 pour 1 000.

En revanche, en France, on est sur des niveaux qui sont autour de 300-400 offres pour un million.

Et ce qu'on observe aussi, alors, ce n'est évidemment pas une loi scientifique.

Et corrélation ne vaut pas causalité.

Mais c'est que les pays qui avaient le plus de mentions, comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique sont, comme par hasard, les pays que vous allez retrouver dans le bas du tableau de tout à l'heure, c'est-à-dire les pays qui avaient un marché du travail, un nombre d'annonces, un volume d'annonces, un volume de recrutements qui étaient moins affectés que d'autres, comme la France ou le Royaume-Uni qui d'ailleurs, sur ce graphique, s'en tirent mieux que la France puisqu'ils avaient plus de mentions Covid.

Et ce que je voulais vous montrer, c'était en particulier le cas de l'Allemagne qui, dès janvier, a paru quand même, dans un certain nombre de branches, anticiper donc ce risque pandémique.

Donc, à partir de là, quelles sont les perspectives pour essayer de réussir cette reprise ?

Le déconfinement, donc, on est à moins de deux semaines maintenant du déconfinement.

Il y a un certain nombre de choses à garder en tête.

La première chose à garder en tête, c'est qu'évidemment, les enjeux sont absolument énormes et d'ampleur historique.

Et puisqu'elle est d'ampleur historique, elle aura aussi des conséquences historiques.

Ça ne veut pas dire que toutes les conséquences seront négatives, mais en tout cas, à court terme, cette crise va amener à un certain nombre de bouleversements auxquels il va falloir être préparés.

S'il fallait faire un parallèle avec d'autres grandes crises dans le passé, plutôt que de prendre la dernière, la crise de 2008, qui était principalement une crise financière, il faudrait plutôt prendre les crises, ce qu'on appelle la « Grande Dépression » de la fin du 19ème, crise qui a duré 20 ans en 1870 jusqu'à 1890, et aussi la crise de 29.

Pourquoi ces deux crises-là ?

La première parce que c'était une crise qui s'est déroulée dans un contexte de changements technologiques extrêmement forts, puisque c'était encore la révolution industrielle, avec notamment énormément de chemins de fer en particulier, qui étaient construits, donc, qui a occasionné une baisse massive des coûts de transport, qui s'est répercutée via, par exemple, l'agriculture.

Le fait que les importations sont devenues assez rapidement beaucoup moins chères qu'un certain nombre de productions locales, de productions agricoles locales.

Donc, ça a bouleversé un certain nombre de secteurs.

Il y a un certain nombre de points communs avec la révolution numérique qu'on vit actuellement, qui va avoir aussi un effet déflationniste puisqu'il y a plein de services qui, avec le numérique, sont maintenant devenus gratuits.

Vous cherchez sur Google, vous ne payez rien du tout.

Donc, il y a plein de services qui sont gratuits.

Ça, c'est le premier point de comparaison.

Donc ça ne veut pas dire que cette crise-là va durer 20 ans.

Mais c'est important d'avoir un certain nombre de grands repères en tête et en particulier, de ne pas reproduire les erreurs du passé, en particulier la fermeture des frontières, qui a été aussi une erreur qui a été reproduite dans les années 30, après la grande crise de 29.

Et c'est pour ça que je la mets comme point de comparaison aussi.

C'est qu'entre temps, on a justement appris les banques centrales, les États à gérer et à ne pas reproduire les erreurs du passé.

Et donc, maintenant, on sait qu'il faut très vite injecter des liquidités dans le secteur financier pour maintenir le crédit.

Il faut très vite soutenir les entreprises par des mesures budgétaires, même si on accroît la dette et il faut aussi surtout maintenir les échanges internationaux, ne pas fermer les frontières pour ne pas briser totalement la production et désorganiser les chaînes d'approvisionnement.

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas du tout rapatrier un certain nombre de productions qui peuvent être stratégiques.

Là, je vous parle de l'ensemble de l'économie, de l'ensemble des produits.

Le point positif, c'est qu'en plus des enseignements qu'on a tirés de ces deux grandes crises, on en a aussi tiré de la crise de 2008.

Et de ce point de vue-là, la crise de 2008 a été un peu une occasion manquée.

Les institutions ont bien réagi sur le volet budgétaire et financier, donc le maintien du crédit, le soutien aux marchés financiers.

En revanche, ce qui n'a pas été fait en 2008, c'est d'essayer de rendre le modèle de croissance économique plus durable et plus résilient.

Et par durabilité et résilience, je ne veux pas non plus évoquer seulement tout ce qui est développement durable, écologiste, qui est très important aussi, mais c'est aussi des contrôles et réduction des inégalités.

Ce n'est pas uniquement une question de solidarité, une question éthique, c'est aussi une question économique.

On sait qu'un système qui produit trop d'inégalités à un moment donné, va périlcliter.

Les inégalités sont négatives, sont très nocives pour la croissance économique.

Donc là, si j'ose dire, on a la capacité d'utiliser cette crise comme levier pour pouvoir corriger un certain nombre de choses qui n'ont pas été faites pendant la crise de 2008.

Et à plus long terme, évidemment, on a cette équation environnementale qu'il va falloir traiter puisque le sujet climatique est revenu avec force dans les débats des économistes à la faveur de cette crise.

Et donc, pour finir, je voudrais partager avec vous 3 pistes possibles.

Ce n'est pas les seuls leviers dont disposent à la fois l'État et les entreprises pour pouvoir essayer de rendre justement ce modèle de croissance plus durable et plus résilient.

Il y en a beaucoup d'autres.

Mais celles-ci, je pense, sont assez centrales et elles permettent aussi de résoudre par ricochet un certain nombre d'inefficacités économiques, comme par exemple des problèmes de pouvoir d'achat, des problèmes de compétitivité.

Il commence à peser assez lourdement sur l'économie française.

La première de ces pistes, c'est la mobilité et le logement.

Le point positif, c'est qu'on fait de grands progrès sur ce plan-là, puisqu'à la fois à cause des grèves malheureusement et de cette crise sanitaire, de plus en plus de personnes se sont mises au télétravail et de plus en plus d'entreprises ont permis à leurs salariés de télétravailler.

Donc, sur le premier point du développement du télétravail, c'est très positif.

Ça devrait avoir un impact durable aussi, il n'est pas interdit d'imaginer qu'à la suite de cette crise, un certain nombre d'entreprises se soient rendu compte des économies qu'elles se faisaient grâce au télétravail, du fait de ne pas déplacer les collaborateurs, de les envoyer en réunion à l'autre bout de Paris, voire à l'autre bout de l'Europe ou du monde, pour deux, trois jours de réunion, voire de trois heures.

Donc ça, c'est le point positif, l'essor du télétravail.

Deuxième point puisqu'il ne faut pas oublier que tout le monde ne peut pas télétravailler.

Le deuxième point, c'est qu'il est absolument indispensable de construire des logements à proximité des emplois puisque l'infirmier, le policier, le serveur ne va pas pouvoir lui, télétravailler.

Donc, il faut aussi que ces personnes qui sont absolument cruciales à notre économie, puissent avoir une productivité au travail, qui ne soient pas impactées par leurs déplacements pendulaires.

Donc, encore une fois, construire des logements près des emplois.

Ce point-là permet aussi de traiter un autre problème qui est celui du poids écrasant du logement dans le budget des ménages.

Avant de regarder la consommation brute des ménages, on est à peu près à 30 % en moyenne de poids du logement dans le budget des ménages.

Sur 20 ans, c'est un pourcentage qui a augmenté de 33 %.

Il est passé grosso modo de 20 à 30 %.

Et donc, forcément, si le logement grossit dans votre portefeuille, il y a moins de place pour les autres activités.

Donc, ça va être la culture et loisirs, la restauration qui va souffrir, l'industrie des meubles, par exemple.

On s'est rendu compte que si on comparait la génération d'avant avec la génération actuelle, les gens achetaient beaucoup moins de meubles.

C'est normal parce qu'ils ont beaucoup plus d'effort financier qui est consacré au logement.

Donc, construire des logements près des emplois permet donc à la fois de stimuler le marché du travail, puisque vous allez pouvoir rapprocher toute une population de là où sont les emplois.

Je vous rappelle que 50 % des emplois maintenant sont dans les Métropoles, donc toute une population pour pouvoir maximiser, on va dire, le nombre de chocs efficaces, de nombre de candidatures au sein d'un bassin d'emploi.

Le troisième point, c'est l'entretien et le développement des infrastructures.

Alors malheureusement, avec la crise actuelle, ça sera sans doute plus un entretien des infrastructures qu'un développement, puisque ça coûte très, très cher de développer des infrastructures.

Mais on a des infrastructures qui commencent à être vieillissantes, donc que ce soient les routes, les ponts, les canalisations d'eau aussi, pour lesquelles les taux de fuites sont catastrophiques.

Il est absolument indispensable d'accorder une attention particulière à nos infrastructures.

Ça joue aussi sur le marché du travail, en particulier, pour les infrastructures de transport, qui jouent sur la mobilité des personnes, mais aussi, par exemple, les infrastructures numériques pour la fibre, qui va permettre un certain nombre de personnes de télétravailler à la campagne, si elles le désirent.

Et enfin, encourager les transitions professionnelles puisqu'il n'y a pas que des mobilités physiques, il y a aussi des mobilités professionnelles.

Et donc, il faut à tout prix essayer de rendre notre marché du travail moins rigide et de faire en sorte qu'on puisse passer plus facilement, d'un secteur à un autre pour se reconvertir puisqu'encore une fois, la crise actuelle va toucher, va être concentrée, en particulier, sur des secteurs extrêmement ciblés, alors que d'autres secteurs comme le numérique qui donc est la deuxième grande piste, va être beaucoup moins affectée.

En effet, là, pour faire un lien avec l'actualité, puisque les résultats trimestriels des entreprises commencent à tomber.

Si vous avez suivi un peu l'actualité, vous avez vu qu'hier, Microsoft, Facebook ont dévoilé des résultats qui étaient absolument époustouflants.

Le Président de Microsoft, Satya Nadella a dit qu'en deux mois, ils avaient vu l'équivalent de deux ans de transformation numérique, notamment par l'intermédiaire de leurs activités Cloud.

Un domaine qui va sortir très, très renforcé de la crise.

Et donc, de ce point de vue, il est absolument indispensable que nos PME se numérisent.

Si on se compare aux autres grands pays européens : l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne ou le Royaume-Uni, on a un taux de numérisation des PME qui reste beaucoup trop faible.

Et ceci d'autant plus que, comme je vous le disais tout à l'heure, le e-commerce, la culture en ligne, la cybersécurité vont connaître une expansion accélérée après cette crise.

Et enfin, troisième piste, et sans doute celle qui nous touche personnellement le plus directement, c'est l'environnement et la santé.

Donc, cette crise va évidemment peut-être mettre un prix encore plus important à la santé et à l'environnement dans l'économie.

Donc, il va falloir intégrer ces nouvelles exigences, à la fois des ménages et des entreprises.

D'ailleurs donc, il y aura forcément un impact sur les politiques des entreprises sur ce côté-là.

Donc, tout ce qui est responsabilité sociale et environnementale, ça va sans doute entraîner des choses qu'à la fois les chercheurs d'emploi, mais aussi les investisseurs, quand ils vont devoir placer des fonds, vont regarder beaucoup plus précisément, quand il s'agira à la fois de rejoindre une entreprise ou d'investir.

Et enfin, sur le plan de la santé aussi, pour terminer sur un point qui est vivifiant, assez positif.

C'est qu'en France, on est quand même particulièrement bien placés pour tirer parti de cette convergence entre l'environnement et santé, puisqu'on a un grand pays, un grand territoire qui est encore largement, on va dire, très peu bétonné puisqu'on a une très faible densité de population, le plus grand territoire d'Europe occidentale et aussi un système de santé assez performant, avec un organisme qui s'appelle « l'assurance maladie » et qui a pour spécificité de centraliser l'ensemble des données de santé et l'ensemble des données hospitalières des différents patients.

Donc, on va pouvoir, dans un lieu unique, centraliser toutes ces informations-là.

Et vous voyez que dans le contexte des débats actuels qu'on a sur le tracking, sur l'utilisation des données de santé, si on pouvait se donner les moyens en France, on serait vraiment très, très bien placés pour préparer cette reprise qui s'annonce.

Donc, voilà pour résumer ces 3 pistes : mobilité, logement numérique, environnement et la santé, il y a énormément de cartes à jouer et que ce soit pour l'État ou pour les entreprises.

Et au niveau des entreprises, ça se décline aussi à tous les échelons que ce soit du PDG au simple salarié en passant par le manager intermédiaire ou le responsable des ressources humaines.

Voilà, je vous remercie pour votre attention et on va maintenant essayer de répondre à vos questions.

Merci beaucoup Alexandre.

Moi, je retiens plusieurs choses quand même, c'est qu'on a de la chance d'être en France, dans un pays où on a un système de protection sociale de santé et de l'emploi qui est quand même assez performant, même si on passe notre temps à le critiquer.

Mais ça, c'est typiquement français.

Quand on voit l'impact aux États-Unis, plus de 20 millions de personnes se retrouvent au chômage quasiment du jour au lendemain.

On remercie tous ces dispositifs de chômage partiel, etc.

Donc ça, c'est une chose importante.

La deuxième chose qu'il faudra surveiller de près, je pense que c'est « L'intérim » parce qu'en France, comme on a, dans le même temps, qu'on n'est assez rigides, la seule souplesse qu'on a, c'est le travail temporaire.

Et historiquement, dès qu'il y a une crise, c'est les premiers à en souffrir, mais c'est aussi les premiers indicateurs qui nous permettent de voir si une reprise s'amorce.

Donc, c'est ceux qui ont souffert le plus.

C'était moins 50 % ou moins 70 % d'offres et d'annonces du jour au lendemain avec ce fameux phénomène de sidération dès le début du confinement.

Mais pour avoir quelques contacts avec plusieurs sociétés d'intérim, ils sont plutôt passés de moins 70 % à moins 50 %, ou voire moins 40 %.

Donc, on sent déjà un début de reprise avec notamment l'annonce d'une date de fin de confinement parce que des entreprises vont avoir des besoins immédiats.

Donc ça, c'est une certitude et ça nous permettra de voir un peu plus sur le moyen terme quels sont les impacts réels de cette crise sur l'emploi.

Et la dernière chose que je voulais dire, si vous connaissez « L'art de la guerre » de Sun Tzu, c'est qu'il y a deux éléments essentiels.

Si on peut parler de guerre économique ou de guerre de l'emploi qui sont de l'anticipation et de l'agilité.

Et je pense très sincèrement que c'est ce qui fera la différence pour notre pays et pour notre économie, pour l'ensemble des entreprises.

Alors anticiper quand c'était possible, bien sûr, notamment sur l'aspect télétravail pour ceux qui pouvaient le faire.

On voit qu'ils réussissent à s'en sortir beaucoup mieux et assurer une continuité d'activité, c'est moins le cas pour d'autres.

Et surtout de l'agilité, c'est-à-dire qu'il faudra être extrêmement agile dans cette reprise, être innovant à la fois dans des moyens technologiques, mais aussi dans des modes d'organisations différents pour pouvoir reprendre l'activité le plus vite possible tout en préservant la santé de ses collaborateurs.

Je passe la parole à Stéphanie puisque je crois que nous avons quelques questions.

Oui, tout à fait.

Alors, on a une question de Murielle plus tôt pour Alexandre, concernant la publication des offres d'emploi par région.

La Nouvelle-Aquitaine enregistre une baisse forte en dépit du fait que la région est restée plus préservée.

Pour quelles raisons, selon vous ?

Alors, il peut y avoir plein de raisons.

Le taux de contamination coronavirus, ce n'est pas forcément l'unique driver de la baisse des annonces.

Sur la Nouvelle-Aquitaine, je pense qu'il y a un certain nombre de choses qui peuvent peser, il y a je pense énormément de grandes entreprises de l'aéronautique qui sont présentes en Nouvelle-Aquitaine, alors moins qu'en Occitanie à côté, mais il y a quand même un certain nombre d'emplois, notamment un peu d'Airbus, beaucoup d'Asso.

Donc ça, ça a dû aussi peser sur l'impact.

Le premier driver, c'est la spécialisation sectorielle, si vous voulez.

Donc étant donné que sur la Nouvelle-Aquitaine, il y a pas mal d'industries aéronautiques, il y a aussi un certain nombre sans doute peut-être plus en moyenne par rapport au reste de la France métropolitaine, de restaurants, de commerce de bouche, ça a dû aussi peser sur cet impact-là.

Une autre question, Stéphanie.

Alors, on peut peut-être quand même se poser la question du sens de publier des annonces encore en ce moment, sachant qu'on n'a pas de date précise de reprise.

Éric, peut-être ?

Oui, c'est compliqué parce qu'en effet, les dates de reprise vont être conditionnées aussi par rapport aux feux verts, aux feux rouges du gouvernement, par rapport à certains départements.

Ce qu'on constate, en tout cas, pour être en contact avec beaucoup d'entreprises, de recruteurs, c'est que certains continuent à recruter en annonçant ouvertement aux candidats que la date d'embauche potentielle n'était pas définie.

Et il y a une compréhension globale, parce qu'en fait, le process de recrutement a complètement été modifié.

Les candidats l'entendent aussi parfaitement.

Et ce que me disent la plupart des recruteurs, c'est que finalement, ils recrutent mieux.

Donc, je pense qu'il y aura un impact réel après cet épisode du Covid.

Ils font moins de recrutements systémiques, volumiques, automatiques.

Ils passent beaucoup plus de temps avec les candidats, donc c'est plutôt une bonne chose.

Et sur certains métiers, on sait que la reprise va être immédiate.

Pour d'autres, les conditions de reprise quand il faut être sur un chantier, etc., il faudra attendre que les conditions de sécurité soient revenues.

Mais je pense que dès le mois de mai, je pense qu'on va commencer à voir ce qu'on a commencé à voir d'ailleurs en dehors de nos courbes, une augmentation et du trafic de la part des chercheurs d'emplois et des annonces qui sont déposées.

L'annonce faite cette semaine par Édouard Philippe et l'annonce qui interviendra aussi ce soir ou demain, je crois sur les cartes.

Donc, au fil des jours et des semaines qui vont venir, vont aider cette reprise économique progressive pour certains secteurs et immédiate pour d'autres.

Alors, peut-être une dernière question de Murielle, vous faites référence à des mentions Covid dans les annonces, dans certains pays dès janvier.

De quel ordre ?

Alors, les mentions Covid, il y en a de plein de sortes, en fait, la mention qu'on rencontre le plus actuellement, c'est typiquement poste à pourvoir après la fin de la période Covid.

Donc ça, évidemment, c'est pour les annonces de maintenant, les annonces de janvier, on a pas vraiment les moyens, on va dire, de les différencier des autres puisqu'en fait, les annonces sont repostées sur notre site quand ils sont considérés comme valables.

Mais en tout cas, c'était l'objet de ce graphe et de l'étude qu'on a faite.

C'était tout simplement de mesurer l'anticipation des recruteurs.

Et ce qu'on voit effectivement sur les mentions Covid, c'est que si on regarde le mot clé « Covid ou Coronavirus », il est beaucoup plus fréquent, dès janvier dans les [INAUDIBLE]

en Allemagne et en France.

Donc, ce qui tendrait à laisser penser que les recruteurs allemands avaient plus intégré dans leurs calculs, ce risque pandémique, même si encore une fois, ça reste quand même assez marginal en termes de pourcentage.

On est à 7 sur 1 000.

Une dernière question de Murielle.

Après, on va conclure.

Enfin, vous évoquez le fait de rapprocher les logements des emplois.

Cela va amplifier encore la concentration dans les grandes villes dont on voit aujourd'hui les problèmes qu'elle pose à plus moyen terme.

Décentraliser et relocaliser des activités en province ne pourraient-elles pas permettre de repartir autrement l'activité économique ?

Alors moi, je vais répondre et Alexandre va répondre.

Les deux sont possibles, c'est-à-dire que l'un n'empêche pas l'autre.

Il y a des emplois qui existent aujourd'hui et naturellement, il y a une concentration plus importante de population sur le bassin d'emploi Île-de-France, par exemple, ou sur Lyon et Saint Métropole.

Et on voit que la plupart des travailleurs, notamment les plus pauvres, travaillent le plus loin possible parce que le logement est très cher.

Donc, il y a des problèmes de temps de trajet, de fatigue, etc., qui est extrêmement pénible.

Donc, il y avait eu plusieurs projets, dont certains ont été validés, de reconstruire des tours ou des logements un peu plus importants dans ces zones-là.

En fait, c'est aller à l'inverse de ce qui a été fait pendant des années, c'est-à-dire qu'on a excentré dans des zones industrielles, des zones tertiaires, des bâtiments, etc.

Sans réfléchir au logement et à la vie qu'il pouvait y avoir autour.

Bien sûr, ça n'empêche pas qu'on puisse aussi excentrer certaines entreprises, certains sites de production, là où il y a de la vie et pas d'emploi.

Si tu veux compléter Alexandre.

Oui, je suis tout à fait d'accord avec Éric.

La chose à laquelle il faut faire attention, et c'est assez important puisque c'était [INAUDIBLE] tendance en France.

C'est qu'en gros, l'activité économique, on ne peut pas vraiment répartir, l'État pourra partir, ça va être les agents économiques qui vont décider de leur lieu d'investissement en fonction de leurs besoins en main d'œuvre, les infrastructures qui seront présentes sur un territoire donné.

Et ce qu'on constate, c'est que depuis 10-15 ans, on a une tendance à la métropolisation qui est une tendance assez lourde.

Ça ne veut pas dire que ça va continuer jusqu'à l'infini, mais ça veut dire qu'à l'heure actuelle, le mode de développement économique actuel qui est fondé sur les gains de productivité, notamment rendu possible par l'Amérique, mais on a besoin d'infrastructures, on a besoin d'une connexion Internet rapide, on a besoin de l'ensemble des services assez rapidement sur zone et les consommateurs aussi se feront à ces choses-là.

Ils sont de plus en plus habitués à télétravailler maintenant, à commander sur des applications de livraison de repas à domicile.

Et donc ça, il y a peut-être moins à la campagne.

Donc, il y a tout un faisceau d'indices, on va dire, qui converge vers le fait que cette tendance à la métropolisation, elle est encore à l'œuvre et elle se renforce.

À côté de ça, il y a un certain nombre de limites, surtout si on veut intégrer la contrainte environnementale, qui est notamment l'artificialisation des sols.

Donc, on ne peut pas non plus aller dans des campagnes ou dans des banlieues périphériques et construire des logements sur des terrains qui n'étaient pas bétonnés, sous peine de renforcer tout ce qui est imperméabilisation des sols et déforestation.

Donc, si on veut essayer de limiter l'empreinte écologique qu'on a, il faut faire avec, entre guillemets, ce qu'on a déjà bétonné.

Et le propos de rapprocher les logements des emplois, c'est justement d'essayer de voir là où c'est possible.

Évidemment, il ne sera pas possible de construire des gratte-ciels au centre de Paris, mais là où c'est possible d'essayer de densifier un peu, là où c'est déjà bétonné pour faire en sorte de concentrer un certain nombre d'actifs dans des endroits où ils seront plus proches des emplois.

Alors, il faut évidemment essayer d'éviter de reproduire les erreurs du passé où on a concentré des gens dans des banlieues ou dans des endroits qui n'étaient pas faits, on va dire, pour vivre, pas assez de restaurants, quartier trop fait pour la voiture, ce genre de choses.

Là actuellement, on a quand même un débat qui est assez vieux, plein d'architectes et d'urbanistes, qui ont réfléchi aux problèmes et surtout des villes qui peuvent nous servir d'exemple comme : New York, Chicago, Londres aussi qui a réussi à densifier un certain nombre de quartiers, même dans le centre historique, de façon tout à fait acceptable pour l'esthétique de la ville et qui permettent justement à plus de personnes de se rapprocher du centre-ville.

Un écueil aussi à éviter, c'est qu'il faut, après avoir fait l'erreur inverse en France ou quand on a construit des bars ou des tours, c'était plutôt des HLM, et donc, des gens modestes qu'on avait tendance à mettre dedans.

À New York, ils font l'inverse, ils construisent des tours très, très hautes, des super tours et buildings et ils ne vendent que des penthouses à plusieurs millions.

Donc, il faut sans doute panacher les lots et trouver un compromis.

Techniquement, c'est tout à fait faisable et c'est surtout économiquement très souhaitable.

Merci à tous.

Je vous rappelle qu'on a un prochain webinar justement sur le thème du « Télétravail et l'impact du télétravail » pendant ce Covid et l'impact que ça aura dans les organisations après.

Donc ça, c'est le 5 mai à 10h00 du matin, on vous enverra le lien.

Et puis, n'oubliez pas de remplir le petit questionnaire qu'on va vous faire suivre également à la fin de ce webinar.

Je souhaite une excellente journée confinée puisque c'est encore le cas pour la plupart d'entre nous.

Je vous souhaite plein de bonnes choses.

Prenez soin de vous et je vous dis à très bientôt !

Au revoir.

Au revoir.